

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 juillet 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-troisième session,
30 avril-4 mai 2012**

N° 14/2012 (Biélorus)

Communication adressée au Gouvernement le 9 février 2012

Concernant: M. Andrei Sannikov

Le Gouvernement a répondu à la communication le 17 février 2012.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Andreï Sannikov, de nationalité biélorussienne, est un homme politique et un militant. Il a été diplomate de carrière et Vice-Ministre des affaires étrangères du Bélarus. En novembre 1996, M. Sannikov a démissionné de ce poste pour, selon lui, protester contre un référendum organisé cette année-là, en vertu duquel la Constitution du Bélarus avait été modifiée et il s'était produit un élargissement des pouvoirs exécutifs et des restrictions de certains droits et libertés. M. Sannikov est l'un des fondateurs de la Charte 97, une organisation de défense des droits civils qui possède un site Internet d'information en ligne. Il a organisé des manifestations de protestation non violentes contre les élections présidentielles de 2001, 2004, 2006 et 2008. En 2003, il a été arrêté pour avoir organisé une marche pacifique pour exiger une amélioration des conditions de vie. En 2005, M. Sannikov a reçu le prix Bruno Kreisky pour son action en faveur des droits de l'homme. En 2010, il s'est présenté à l'élection présidentielle en tant que candidat affilié à la campagne civile «Bélarus européen».

4. Selon la source, le 19 décembre 2010, M. Sannikov et d'autres candidats à l'élection présidentielle ont encouragé leurs partisans à défendre leur vote en manifestant pacifiquement à Minsk. Des milliers de manifestants se sont rassemblés sur la place de l'Indépendance pour écouter les discours des candidats à l'élection présidentielle qui réclamaient la tenue de nouvelles élections. Vers 22 heures, M. Sannikov prononçait un discours dans lequel il aurait demandé l'organisation d'un second tour lorsqu'un groupe composé d'une vingtaine d'individus, prétendument des agents du Gouvernement, se sont mis à briser les fenêtres de la Maison du Gouvernement, où se trouve le siège de l'Assemblée nationale et de la Commission centrale électorale. M. Sannikov aurait demandé à la foule de garder son calme et de ne pas s'approcher des portes de la Maison du Gouvernement. Il semblerait en outre que le groupe d'intervention spéciale de la police aurait dispersé énergiquement la foule et procédé à des arrestations en masse alors même que les manifestants avaient évacué pacifiquement la place en moins de vingt minutes. La police aurait envahi brutalement la place et mis des groupes de manifestants dans des camions. Selon la source, plus de 700 personnes, y compris des passants, auraient été arrêtées.

5. La source affirme que les forces de police s'en sont prises à M. Sannikov en le plaquant au sol avec un bouclier antiémeute sur lequel ils se sont mis à sauter de façon répétée, lui causant de graves blessures aux jambes. Des amis de M. Sannikov tentèrent de protéger sa tête et avec l'aide de sa femme, M^{me} Iryna Khalip, réussirent à le dégager.

6. Alors qu'ils se rendaient à l'hôpital, le groupe d'intervention spéciale de la police a arrêté la voiture dans laquelle se trouvait M. Sannikov, l'en a arraché et l'a arrêté. Un mandat d'arrêt ne lui a pas été présenté et aucun chef d'inculpation ne lui a été signifié à ce stade. M. Sannikov a été conduit par la police au centre de détention provisoire du KGB, à Minsk, dénommé par ailleurs Amerikanka, où il est resté en détention jusqu'à la fin de son procès.

7. Quoique la plupart des personnes qui avaient été initialement arrêtées dans la nuit de l'élection du 19 décembre 2010 aient été relâchées après plusieurs jours de détention, 37 personnes au moins, y compris des candidats à l'élection, des journalistes et des militants, ont été inculpées d'infractions pénales pour instigation de troubles et participation. La plupart de ces personnes, y compris M. Sannikov, ont été condamnées à de lourdes peines allant jusqu'à sept ans d'emprisonnement.

8. La source affirme que le mandat d'arrêt concernant M. Sannikov a été émis par le Président du Bélarus et d'autres dirigeants de rang élevé. M. Sannikov a été inculpé d'«instigation de troubles avec actes de violence contre des personnes, pogroms, incendie, destruction de biens et résistance armée aux autorités», en application de l'article 293 1) du Code pénal du Bélarus, et de participation à des troubles, conformément aux mesures immédiates prévues dans la première partie de l'article 293 2) du Code pénal.

9. La source affirme que M. Sannikov a été soumis à des conditions de détention difficiles au centre de détention provisoire du KGB, à Minsk. Il a été placé dans une cellule froide, aurait été frappé à de nombreuses reprises, empêché de se rendre aux toilettes et forcé d'avouer qu'il avait fait une tentative de coup d'État, opposé une résistance armée à des représentants de l'État, préparé des pogroms et des incendies criminels et organisé des troubles à l'ordre public accompagnés d'actes de violence. M. Sannikov aurait été menacé par le chef du KGB de mesures contre sa femme et son enfant s'il ne faisait pas des aveux.

10. Selon la source, M. Sannikov a été en outre privé d'accès à un avocat. Son premier avocat, qui lui avait rendu visite le 20 décembre 2010, s'est dit publiquement préoccupé par les mauvais traitements infligés à son client en détention provisoire. Cet avocat aurait été par la suite radié de l'ordre des avocats par l'Association du barreau de la ville de Minsk. À la suite de cet incident, M. Sannikov n'a pas été autorisé à parler à un avocat en privé jusqu'au 22 mars 2011. Selon la source, en lisant l'acte d'accusation établi contre M. Sannikov en avril 2011, le ministère public aurait déclaré que «sa culpabilité avait été pleinement établie». Toutefois, la source affirme qu'il n'a été présenté aux avocats de M. Sannikov ni des éléments de preuve, ni un acte d'accusation officiel jusqu'à la troisième semaine précédant l'ouverture du procès, ce qui n'a pas laissé aux avocats de M. Sannikov assez de temps pour préparer correctement sa défense. Les demandes de libération sous caution présentées par les avocats de M. Sannikov sont restées infructueuses.

11. Le procès de M. Sannikov s'est ouvert le 27 avril 2011. Il a été jugé en même temps que d'autres manifestants: Ilya Vasilevich, Alekh Hnedchyk, Fyodar Mirzayanaw et Vladimir Yeramyanok. Avant le procès, M. Sannikov ne connaissait pas les autres accusés et n'entretenait aucune relation avec eux; ils n'avaient pas de liens avec sa campagne.

12. Le procès a duré dix jours pendant lesquels les prévenus ont été forcés de rester assis, pendant toute la durée de leur procès, sur un banc dur, dans une cage munie de barreaux. Outre les blessures aux jambes qu'il a subies au cours de son arrestation, M. Sannikov a un lourd dossier médical. Il a demandé à plusieurs reprises au tribunal de suspendre le procès afin de lui permettre de recevoir des soins médicaux. Ces demandes auraient été rejetées.

13. Au cours de sa déposition devant le tribunal, M. Sannikov a affirmé que les gardiens de prison l'avaient torturé, lui ainsi que d'autres personnes qui avaient participé aux élections, qu'il avait été privé de sommeil, exposé à des conditions de froid sévères et que sa famille avait été menacée pour en obtenir des aveux. Il a affirmé que certains des éléments de preuve à charge lui avaient été arrachés sous la contrainte. Le tribunal n'a pas demandé une enquête concernant ces déclarations.

14. La source signale un certain nombre d'irrégularités de procédure qui ont marqué le procès. Elle prétend que les avocats de la défense ont recueilli des dépositions de témoins favorables à M. Sannikov et qu'ils ont présenté des photographies de la place de

l'Indépendance prises dans la nuit de la manifestation. Toutefois, le tribunal n'a pas accepté ces pièces comme des éléments de preuve. En revanche, il a autorisé le procureur à verser au dossier des conversations enregistrées à partir du téléphone de M. Sannikov qui avait été mis sous écoute pendant la campagne présidentielle. En outre, alors que 29 témoins à charge avaient été annoncés, 8 seulement sont venus déposer. L'accusation a expliqué que les autres étaient «en vacances». Selon la source, l'accusation n'a fourni aucun élément de preuve montrant que M. Sannikov avait causé ou encouragé des désordres ou des violences au cours de la manifestation, ou qu'il avait causé ou incité à causer des dommages à des personnes, détruit des biens ou encouragé à en détruire. Apparemment, aucun des témoins à charge n'a formellement identifié M. Sannikov comme étant l'une des personnes qui avaient commis des violences ou refusé d'obéir aux ordres de la police. La source indique que la défense a présenté de nombreux témoins, lesquels ont tous affirmé que la manifestation avait été pacifique et que M. Sannikov n'avait pas encouragé des troubles ou des actes de violence.

15. Le 14 mai 2011, le tribunal de district a condamné M. Sannikov à une peine de cinq ans d'emprisonnement. La source affirme que dans le jugement, le tribunal a repris à la lettre les termes de l'acte d'accusation et de l'énoncé des preuves sans faire aucune référence aux éléments de preuve présentés par la défense.

16. Le 15 juillet 2011, le tribunal de la ville de Minsk a rejeté un appel en cassation de la condamnation qui lui avait été adressée par les avocats de M. Sannikov. M. Sannikov n'a pas été autorisé à assister à l'audience.

17. Après sa condamnation, M. Sannikov a été transféré dans la colonie pénale n° 10 de Novapolatsk qui est apparemment réputée pour ses conditions de détention extrêmement dures, notamment à cause de la proximité d'usines chimiques dépourvues de systèmes de sécurité appropriés. En août 2011, M. Sannikov a été transféré dans le camp de travail de la troisième section de la colonie pénale n° 10 de Novapolatsk où il est forcé de travailler à la production de boîtes en carton.

18. La source affirme que l'arrestation et la détention de M. Sannikov sont arbitraires en ce qu'elles sont directement liées à ses activités d'opposant au Gouvernement au pouvoir et, en particulier, au fait qu'il s'est présenté aux élections présidentielles et a participé aux manifestations de protestation du 19 décembre 2010. La source soutient que la détention de M. Sannikov porte atteinte aux libertés et droits fondamentaux qui lui sont reconnus dans les articles 18, 19, 21, 22 et 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les articles 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. De même, la source affirme que sa détention constitue une violation des articles 33, 35, 36, 37 et 38 de la Constitution du Bélarus. Elle soutient que les mesures qu'ont prises les autorités du Bélarus ne relèvent pas des cas dans lesquels il est possible de déroger aux droits et libertés établis aux articles 18, 19, 21, 22 et 25 du Pacte. Selon la source, quoique les autorités aient invoqué des raisons de sécurité nationale pour justifier les arrestations opérées en rapport avec les événements du 19 décembre, un certain nombre d'observateurs internationaux ont reconnu, et les éléments de preuve disponibles ont permis de démontrer, que les manifestations de protestation en général et le discours de M. Sannikov en particulier n'avaient pas constitué une menace pour la sécurité nationale du Bélarus. La source affirme que faire la moindre exception à cet égard mettrait en danger l'essentiel de ces droits et libertés.

19. La source affirme en outre que le procès de M. Sannikov n'a pas respecté les garanties minimales d'une procédure régulière établies dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Ensemble de principes pour la protection des toutes les personnes soumises à une forme

quelconque de détention ou d'emprisonnement¹. La source affirme également que M. Sannikov n'a pas été jugé par un tribunal impartial, ce qui constitue une violation du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte et de l'article 10 de la Déclaration. Son droit d'être «préssumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie», énoncé au paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte et à l'article 11 de la Déclaration n'aurait pas été respecté. La source soutient que des observateurs internationaux ont unanimement signalé le manque d'impartialité qui a marqué le procès de M. Sannikov. Elle signale en particulier une violation du paragraphe 3 b) et e) de l'article 14 du Pacte en ce qui concerne le délai restreint qui lui a été accordé pour préparer sa défense, l'impossibilité d'accéder librement à un avocat et l'absence d'examen objectif des éléments de preuve à charge et à décharge. En outre, la source affirme que le procès de M. Sannikov n'a pas respecté les principes 10, 15, 17, 18, 19 et 21 de l'Ensemble de principes et les articles 60 et 115 de la Constitution du Bélarus.

Réponse du Gouvernement

20. Le 19 décembre 2010, une manifestation de rues non autorisée contre les résultats de l'élection présidentielle s'est tenue à Minsk. M. Sannikov était en toute illégalité l'un des organisateurs de la manifestation. Des appels à un changement de gouvernement et à de nouvelles élections sans la participation du Président en fonctions ont été lancés pendant la manifestation.

21. Selon la réponse, un groupe d'environ 400 personnes a tenté d'attaquer la Maison du Gouvernement afin de l'occuper puis de faire un coup d'État. M. Sannikov se trouvait parmi ceux qui ont attaqué la Maison du Gouvernement. Les assaillants étaient munis de pierres, de bouteilles et de barres de fer. Le Gouvernement affirme que les enregistrements vidéo, qui ont été remis à l'enquête, ont permis d'identifier tous les assaillants, y compris M. Sannikov qui se trouvait parmi eux.

22. Les manifestants ont également utilisé des barres de fer, des démonte-pneus et d'autres objets pour attaquer la police, ce qui démontre clairement leur caractère agressif. Par suite des affrontements avec les manifestants, 87 policiers ont été blessés et 9 ont été hospitalisés.

23. M. Sannikov a été appréhendé alors qu'il tentait de fuir dans une voiture qui a été arrêtée par la police. Pour se saisir de sa personne, les policiers ont fait usage d'une technique de combat autorisée qui lui a causé une blessure légère à la jambe. M. Sannikov ne s'est pas plaint d'une quelconque blessure dans le bureau du Procureur général.

24. Le Gouvernement explique que le Code de procédure pénale ne dispose pas qu'il soit nécessaire de signifier un mandat d'arrêt ou un acte d'inculpation au moment de l'appréhension. Une arrestation comprend l'appréhension physique de la personne concernée, sa conduite dans les locaux du service d'enquête et sa mise en garde à vue pour une durée pouvant aller jusqu'à soixante-douze heures. Dès l'arrivée de la personne appréhendée dans les locaux du service d'enquête, il est établi un procès-verbal dans lequel doivent être indiqués notamment les raisons, le lieu et l'heure de l'arrestation.

25. Durant sa détention provisoire, M. Sannikov n'a formulé aucune plainte contre le personnel de la prison et les conditions de détention. Tous les détenus ont accès à des toilettes et les cellules sont maintenues à des températures déterminées à l'avance.

26. Les entretiens de M. Sannikov avec son avocat n'ont été soumis à aucune restriction. Il s'est entretenu avec son avocat en privé en de nombreuses occasions.

¹ Résolution 43/173 de l'Assemblée générale, annexe.

27. Le 23 janvier 2012, le Département de la citoyenneté et des recours en grâce de l'administration présidentielle a reçu un recours en grâce émanant de M. Sannikov. Le 14 avril 2012, sur la décision du Président, M. Sannikov a été gracié et relâché.

Observations supplémentaires de la source

28. La source affirme de nouveau que l'arrestation et la détention de M. Sannikov ont obéi à des motifs politiques. À cet égard, elle évoque le fait que le Président a tenu une conférence de presse peu après que les forces de sécurité eurent arrêté les manifestants et la plupart des candidats de l'opposition, déclarant à cette occasion qu'il avait déjoué une tentative de révolution venant de l'opposition. Selon la source, le Président a également dévoilé les vrais motifs de la répression et des arrestations en disant: «Ça suffit comme ça! Plus de cette idiotie de démocratie, de ces âneries démocratiques dans le pays!». La source estime que conformément à la pratique du Gouvernement biélorussien consistant à étouffer toute contestation politique, l'arrestation et la détention de M. Sannikov ont obéi à des motifs politiques et ont été approuvées au plus haut niveau par les autorités politiques.

29. La source souligne que le ministère public n'a présenté aucun élément de preuve, au cours du procès, démontrant que M. Sannikov avait commis les infractions qui lui étaient reprochées: il n'a présenté aucune preuve que M. Sannikov avait commis ou encouragé le moindre acte de violence au cours de la manifestation, causé ou incité à causer des dommages à des personnes, détruit des biens ou incité à en détruire. Quoique les témoins à charge aient fait diverses déclarations dénuées de crédibilité, aucun n'a identifié M. Sannikov comme étant la personne qui avait commis des actes de violence ou refusé d'obéir aux ordres de la police.

30. S'agissant de l'affirmation du Gouvernement selon laquelle le tribunal aurait fondé sa décision tant sur les conclusions du ministère public que sur celles de la défense, la source note que le tribunal a reproduit littéralement dans son jugement les réquisitions et l'énoncé des preuves du ministère public, sans aucune référence aux éléments de preuve soumis par la défense. En outre, le tribunal a refusé de prendre en considération à titre d'éléments de preuve les dépositions de témoins à décharge présentées en faveur de M. Sannikov ainsi que des photographies de la place de l'Indépendance prises dans la nuit de la manifestation.

31. La source souligne également que le Gouvernement n'a présenté aucun élément de preuve démontrant que M. Sannikov se trouvait parmi les personnes qui avaient envahi la Maison du Gouvernement dans la nuit du 19 décembre 2010. Aucune preuve de cette action n'a été présentée au cours du procès de M. Sannikov; l'enregistrement vidéo évoqué dans la réponse du Gouvernement n'a pas été présenté et aucun témoin n'a identifié M. Sannikov comme étant l'une des personnes qui avait commis des actes de violence ou refusé d'obéir aux ordres de la police. La source affirme que M. Sannikov n'a pas participé à l'invasion du bâtiment mais qu'il a effectivement exhorté la foule à garder un comportement pacifique et à ne pas s'approcher de ce bâtiment public.

32. La source affirme de nouveau que M. Sannikov n'a été autorisé à s'entretenir en privé avec un avocat qu'après près de trois mois de détention.

33. Dans sa réponse, le Gouvernement n'a pas évoqué le fait que la femme de M. Sannikov, M^{me} Iryna Khalip, a été également arrêtée en même temps que lui et le Gouvernement ne conteste pas non plus le fait que les autorités ont menacé de s'emparer de leur fils et de l'envoyer dans un orphelinat. Dans sa réponse, le Gouvernement n'évoque pas les éléments de preuve montrant que lorsque M. Sannikov a refusé d'avouer quoi que ce soit, M. Vadim Zaitsev, chef du KGB, a menacé de prendre des mesures brutales contre sa femme et leur enfant s'il refusait de témoigner contre lui-même. La source note également que le Gouvernement n'aborde pas dans sa réponse la question des preuves

montrant que M. Sannikov a été privé d'accès aux services d'un avocat après que son premier avocat, M. Pavel Sapelko, eut été radié de l'ordre des avocats par l'Association du barreau de la ville de Minsk. Il est incontestable que M. Sapelko a été radié de l'ordre après et pour avoir exprimé publiquement ses inquiétudes en raison de l'état «effroyable» de M. Sannikov et des mauvais traitements qui lui étaient imposés par le Gouvernement au cours de sa détention provisoire.

34. Les droits civils et politiques de M. Sannikov sont soumis à des restrictions et il pourrait être de nouveau arrêté. En vertu du paragraphe 17 a) de ses méthodes de travail révisées, le Groupe de travail «se réserve le droit de rendre un avis, cas par cas, sur la question de savoir si la privation de liberté était ou non arbitraire, et ce, nonobstant la libération de la personne concernée».

35. Selon la source, le Président du Bélarus a menacé de faire arrêter de nouveau M. Sannikov et son assistant de campagne, M. Zmister Bandarenka, s'ils exercent leur droit à la liberté d'expression. Au cours d'une conférence de presse tenue le 21 avril 2012, le Président Lukashenko aurait déclaré, en faisant référence à M. Sannikov et M. Bandarenka «une pression de plus et ces bavards, qui ont été relâchés et qui devraient plutôt dire merci pour ça, pourraient bien retourner en prison. S'ils continuent de l'ouvrir, ils vont y retourner.» Étant donné les restrictions qui continuent d'être imposées sur les droits fondamentaux de M. Sannikov, y compris son droit de participer à la vie politique, et la menace constante d'une nouvelle arrestation, il convient que le Groupe de travail examine son cas au regard du paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail révisées.

Délibérations

36. Le Groupe de travail rappelle que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus a signalé dans son rapport (A/HRC/4/16) que les violations systématiques des droits civils et politiques et la privation du droit des citoyens bélarussiens de prendre véritablement part à la gestion des affaires publiques persistaient (par. 10)².

37. Dans le cas d'espèce, le Groupe de travail estime que le droit de M. Sannikov à un procès équitable, garanti à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, a été violé.

38. M. Sannikov a été privé du droit de bénéficier des services effectifs d'un avocat avant son procès, lequel, comme l'a indiqué la source, a été marquée d'un certain nombre d'irrégularités de procédure, affirmation qui n'a pas été suffisamment réfutée par le Gouvernement. À la suite de la radiation de son avocat par l'Association du barreau de la ville de Minsk, M. Sannikov n'a pas été autorisé pendant plusieurs mois à s'entretenir avec un avocat en privé; il n'a pas non plus disposé du temps et des facilités nécessaires pour préparer sa défense, ce qui constitue une violation du paragraphe 3 b) de l'article 14 du Pacte.

39. Le Groupe de travail estime qu'il a été porté gravement atteinte au droit de M. Sannikov de bénéficier d'un procès équitable et que sa privation de liberté relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

40. Le Groupe de travail estime en outre que M. Sannikov a été privé de sa liberté à cause de ses activités d'opposant au Gouvernement et, en particulier, du fait qu'il était candidat à l'élection présidentielle et de ce qu'il aurait participé à la manifestation de protestation du 19 décembre 2010. Ces points ressortent clairement des déclarations faites par le Président du Bélarus à la suite de la libération de M. Sannikov et des restrictions qui

² Voir également l'avis n° 13/2011 (Bélarus) du Groupe de travail.

ont été constamment imposées contre ses libertés et droits fondamentaux. La privation de liberté de M. Sannikov entre le 20 décembre 2010 et le 21 avril 2012 constitue une violation de ses libertés et droits fondamentaux garantis par les articles 19, 21, 22 et 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève par conséquent de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

41. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Sannikov était arbitraire en ce qu'elle était contraire aux articles 9, 14, 19, 21, 22 et 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi qu'aux articles 7, 10, 11, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

42. En conséquence de cet avis, et compte tenu de ce que M. Sannikov a été relâché, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour lui accorder réparation pour les préjudices et dommages subis pendant sa détention arbitraire, conformément au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

43. En application de l'article 33 a) de ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail estime qu'il convient de communiquer les allégations de torture au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants afin qu'il prenne les mesures appropriées.

[Adopté le 4 mai 2012]